

Nucléaire : la feuille de route difficilement lisible du Gouvernement

Dans le cadre de la "Climate week", le Président de la République s'est rendu mardi 8 décembre sur le site industriel du groupe Framatome du Creusot (Saône-et-Loire). L'occasion de réaffirmer son soutien au nucléaire : "Notre avenir énergétique et écologique passe par le nucléaire", a déclaré Emmanuel Macron aux représentants des acteurs de la filière. Une prise de position forte, contrastée cependant par la volonté de la France de se détourner peu à peu du nucléaire au profit des énergies renouvelables.

Emmanuel Macron réaffirme son soutien au nucléaire

"Le nucléaire est une énergie décarbonée, une énergie sûre" qui doit rester un "pilier de notre mix énergétique" a défendu Emmanuel Macron lors de son discours sur l'avenir du nucléaire au Creusot, où il était accompagné de la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, du ministre de l'Economie Bruno Le Maire et de la ministre des Armées Florence Parly. Outre le faible taux de CO₂ émis par les centrales nucléaires, l'énergie produite par l'atome (disponible facilement et en grande quantité) est très importante : un gramme d'uranium 235 produit la même quantité d'énergie que deux tonnes de fioul ou trois tonnes de charbon.

Une énergie décarbonée qui pourrait constituer une partie de la solution face au réchauffement climatique. Dans le cadre du sommet "ambition climat" organisé par les Nations-Unies, le Royaume-Uni et la France (en partenariat avec le Chili et l'Italie), le secrétaire général des Nations-Unies Antonio Guterres de rappeler : "Nous sommes à 1,2°C de réchauffement et nous observons déjà des extrêmes climatiques et une volatilité sans précédent". Cinq ans après la signature de l'Accord de Paris, l'urgence est vitale : pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, il est essentiel de réduire la part d'émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% (par rapport au niveau de 1990) à l'horizon 2030.

Les énergies renouvelables peuvent-elles vraiment remplacer le nucléaire?

Énergie, de l'aveu même d'Emmanuel Macron, décarbonée, sûre et abondante, le nucléaire est cependant exposé à un avenir incertain. La réduction de "la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% aujourd'hui à 50% en 2025" fait partie des engagements phares d'Emmanuel Macron. Une promesse de campagne maintes fois renouvelée par le Gouvernement, qui soutient en parallèle l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Un scénario qui étonne, puisqu'il consiste à se passer progressivement de l'atome au profit de sources d'énergie loin d'être, quant à elles, irrécupérables.

S'il est vrai que les énergies renouvelables sont une source de diversification énergétique, elles présentent également un inconvénient majeur : dépendantes des aléas climatiques, elles sont, par nature, intermittentes, contrainte d'autant plus problématique qu'il n'existe pour l'instant pas de solution de stockage satisfaisante, permettant d'utiliser le surplus lorsqu'il n'y a ni soleil ni vent. Or, "les pics de consommation de l'électricité en France ont lieu en général au mois de février à 19h quand il fait nuit" rappelle Valérie Faudon (déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire), c'est-à-dire quand les panneaux photovoltaïques ne sont d'aucune utilité. De même pour l'éolien : "On peut avoir de l'éolien, mais on peut aussi ne pas avoir de vent ce jour-là", précise-t-elle.

Pour une politique énergétique plus lisible

Emmanuel Macron a profité de son passage à l'usine Framatome du Creusot pour annoncer un investissement de 500 millions d'euros supplémentaires pour le nucléaire (dont un fonds d'investissement de 100 millions dès 2021 ainsi qu'un fonds de modernisation de 70 millions d'euros), soulignant son rôle essentiel dans le mix énergétique : renouvellement du parc, consolidation des entreprises, modernisation des équipements, appui à la recherche et au développement les affectations sont variées. "Quand il s'agit de produire de l'électricité, le nucléaire est pertinent. Notre avenir énergétique et écologique passe par le nucléaire", a martelé le Président.

La construction de nouveaux réacteurs a par ailleurs été évoquée : "le travail d'étude sur la construction de nouveaux réacteurs est indispensable, je souhaite qu'il se poursuive pour avoir des éléments à la fin du quinquennat. Alors nous pourrons choisir en connaissance de cause. En transparence". Et le Président de préciser que "la décision sera prise au plus tard en 2023 lorsque Flammanville 3 sera rentré en service".

Si la production électrique via l'atome est un gage de rayonnement de l'Hexagone, le nucléaire est également la pierre angulaire de l'autonomie énergétique française. Emmanuel Macron en semble le premier convaincu. Pourquoi, dès lors, continuer d'adhérer à des plans de sortie progressive du nucléaire, si ce n'est pour rassurer une frange de son électorat convaincue, à tort, que le nucléaire représente un danger pour le climat (un récent sondage BVA pour Orano indiquait ainsi que plus des 2/3 des Français pensaient que le nucléaire était néfaste pour le climat, alors qu'il émet moins de CO₂ par KW/h produit que le photovoltaïque, et à peu près autant que l'éolien) ? A vouloir ménager la chèvre et le chou (le fameux « en même temps ») au lieu de faire de la pédagogie autour de cette énergie, le Gouvernement risque de rendre sa feuille de route illisible. Et de contrarier, en dépit de ses récentes annonces, les 210 000 professionnels du secteur.